



Paul Biya et son épouse Chantal ont décollé de l'aéroport de Genève-Cointrin vendredi 5 juillet à 12 h 30.

Ils étaient arrivés sur les bords du lac Léman le dimanche 23 juin au soir, et souhaitaient séjourner plusieurs semaines à l'hôtel Intercontinental, où ils réservent habituellement un étage entier. Mais voilà, rien ne s'est déroulé comme prévu. Des opposants politiques n'ont pas cessé de perturber leur séjour. Et les membres du service de sécurité du président Biya se sont montrés si violents vis-à-vis d'un journaliste de la radio suisse que la justice genevoise a condamné six d'entre eux à de la prison avec sursis...

Alors qu'une nouvelle manifestation était prévue le samedi 6 juillet, Berne a vivement encouragé cet hôte étranger un peu trop encombrant à écourter son séjour. En termes diplomatiques, le porte-parole du Département fédéral (ministère) des Affaires étrangères (DFAE) explique à La Tribune de Genève : « Le DFAE a connaissance de ce départ. Il n'a pas été absent de ce débat durant les derniers jours. »

Des gardes du corps plutôt violents

L'agression d'un journaliste de la radio suisse francophone a sans doute été la goutte d'eau de trop. Alors qu'il filmait des manifestants camerounais venus, devant le palace, conspuer

Paul Biya, une dizaine de gardes du corps l'ont immobilisé, jetant au sol ses lunettes et les écrasant. Ils lui ont arraché son sac contenant son matériel professionnel, son porte-monnaie et son smartphone. Il a fallu plusieurs heures de négociations pour que le journaliste puisse récupérer ses affaires. Le rédacteur, qui souffre d'hématomes et de contusions, a aussitôt porté plainte contre X pour agression. De son côté, Reporters sans frontières déplore que deux policiers suisses, qui assistaient à la scène, « ne soient pas intervenus immédiatement pour empêcher de tels agissements de se produire ».

Le ministère suisse des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur camerounais à Berne pour lui rappeler que « de tels incidents étaient inacceptables et que la liberté de la presse est protégée et doit être respectée ». De son côté, la justice genevoise a arrêté six membres du service de sécurité de Paul Biya. Quatre des gros bras ont écopé de quatre mois de prison avec sursis. Les deux autres de trois mois avec sursis.

Sympathie pour les opposants

Le samedi 29 juin, une manifestation sur la place des Nations (à quelques pas de l'hôtel Intercontinental) réunissait quelque 250 opposants au président Biya. La police, en usant de la manière forte, avec lances à eau et gaz lacrymogènes, a provoqué l'indignation de la presse suisse. Dans ce pays où tous les partis politiques gouvernent ensemble, du Parti socialiste à l'extrême droite, les régimes autoritaires, comme celui de Paul Biya, au pouvoir depuis 37 ans, ne rencontrent guère d'adhésion.

En revanche, les opposants peuvent compter sur le soutien d'une grande partie de la population. Comme le rappelle le ministère des Affaires étrangères (dirigé par l'italophone Ignacio Cassis), la Confédération, pays démocratique, ne peut guère empêcher à des opposants de manifester. Mais l'Intercontinental risque de perdre l'un de ses meilleurs clients. Depuis son arrivée au pouvoir, Paul Biya aurait séjourné, selon l'Organized Crime and Corruption Reporting Project, pas moins de quatre ans et demi dans ce palace. Y laissant une facture de 182 millions de dollars !

Très échaudé, le président camerounais ne devrait pas y remettre les pieds avant longtemps. Imaginons que d'autres militants politiques, prenant modèle sur les opposants camerounais, s'amuse à leur tour à perturber les séjours de chefs d'État sur les bords du lac ? Cela pourrait créer à l'avenir quelques soucis aux hôteliers genevois.

Le Point
